















Accord-cadre 2025.16 : Fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel pour les sites du GIP FCIP de Lille, opérant sous le nom commercial GIP ViaPro

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIÈRES

C.C.P. N°2025.16

Appel d'offres ouvert en application de l'article L. 2124-2 du Code de la Commande Publique

SYNTHÈSE DU CONTRAT	
	<p>Accord-cadre à bons de commande mono-attributaire de fourniture</p> <p><u>Objet</u> : Fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel pour les sites du GIP ViaPro de Lille</p>
	<p><u>Acheteur</u> :</p> <p>GIP FCIP de Lille, opérant sous le nom commercial GIP ViaPro</p> <p>111 Avenue de Dunkerque 59000 - Lille</p>
	<p>Accord-cadre passé en appel d'offre ouvert, en application de l'article L. 2124-2 du Code de la Commande Publique</p> <p>CCAG applicable à l'accord-cadre : CCAG Fournitures Courantes et Services.</p>
	Région Nord / -Pas-de-Calais
	L'accord-cadre est divisé en 2 lots.
	La durée d'exécution de l'accord-cadre est indiquée au sein de ce document.
	Le marché est à prix unitaire.
	L'accord-cadre est actualisable.
	L'accord-cadre inclut des considérations environnementales.
	L'accord-cadre n'inclut pas de considérations sociales.
	<p><u>Tranches</u> :</p> <p>L'accord-cadre n'est pas divisé en tranches.</p> <p><u>Prestations similaires</u> :</p> <p>Le recours à des prestations similaires est prévu.</p>
	L'accord-cadre n'est pas réservé à une profession particulière.

PARTIE 1. DISPOSITIONS GÉNÉRALES.....	5
ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	5
ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE	5
ARTICLE 3. DURÉE DE L'ACCORD CADRE.....	6
ARTICLE 4. TYPE D'ACCORD-CADRE	6
4.1. FORME DE L'ACCORD-CADRE	6
4.2 PRESTATIONS SIMILAIRES	6
ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS	7
5.1. PIECES CONTRACTUELLES	7
5.2. PIECES GENERALES.....	7
ARTICLE 6. ASSURANCES	7
ARTICLE 7. INTERVENANTS	8
7.1. SOUS-TRAITANCE	8
7.2. GROUPEMENT D'OPERATEURS ECONOMIQUES.....	8
PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES	10
9.1 LA LOCALISATION	10
9.2 TYPE D'ENERGIE.....	10
9.3 MODALITES DE RATTACHEMENT ET DETACHEMENT D'UN POINT DE LIVRAISON	11
9.4 CAPACITE TECHNIQUE	11
PARTIE 3. MODALITÉS D'EXÉCUTION	12
ARTICLE 10. MODALITÉS DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES	12
10.1 REPRESENTATION DU TITULAIRE	12
10.2 REPRESENTATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR	12
ARTICLE 11. EXÉCUTION DES PRESTATIONS	12
11.1 MODALITES DE COMMANDE.....	12
11.2 DELAIS D'EXECUTION DES PRESTATIONS	12
ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATIONS.....	13
12.1 GENERALITES.....	13
12.2 MODALITES DE VERIFICATION.....	13
ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES	14
ARTICLE 14. PROPRIÉTÉ INTELLECTUELLE	15
ARTICLE 15. CLAUSE DE RÉEXAMEN	15
PARTIE 4. PRIX ET MODALITÉS DE PAIEMENT	17
ARTICLE 16. CARACTÉRISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE	17
ARTICLE 17. AVANCE	17
ARTICLE 18. MODALITÉS DE PAIEMENT	18
18.1 PRESENTATION DES DEMANDES DE PAIEMENT	18
18.2 DELAI GLOBAL DE PAIEMENT	18
PARTIE 5. DÉFAILLANCE DANS L'EXÉCUTION	20
ARTICLE 19. PÉNALITÉS	20
ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES	21
ARTICLE 21. CAS DE RÉSILIATION.....	21
ARTICLE 22. LIQUIDATION	22
ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFÉRENDS	22
23.1 REGLEMENT AMIABLE DES LITIGES	22
23.2 JURIDICTION COMPETENTE	22
PARTIE 6. DÉROGATIONS AU CCAG	23
PARTIE 7. PROTECTION DES DONNÉES PERSONNELLES	24
ARTICLE 24 – PROTECTION DES DONNÉES À CARACTÈRE PERSONNEL.....	24

24.1. QUALIFICATION ET CHAMP D'APPLICATION	24
24.2. TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE PAR L'ACHETEUR	24
24.3. TRAITEMENTS MIS EN ŒUVRE PAR LE TITULAIRE.....	24
24.4. CATEGORIES DE DONNEES CONCERNEES.....	25
24.5 – OBLIGATIONS GENERALES EN MATIERE DE PROTECTION DES DONNEES	25
24.6 – RECOURS A DES SOUS-TRAITANTS PAR LE TITULAIRE	25
24.7 – VIOLATIONS DE DONNEES A CARACTERE PERSONNEL	25
24.8 – COOPERATION ET EXERCICE DES DROITS	26
24.9 – TRANSFERTS DE DONNEES HORS DE L'UNION EUROPEENNE.....	26
24.10 – MANQUEMENT AUX OBLIGATIONS RELATIVES A LA PROTECTION DES DONNEES	26

PARTIE 1. DISPOSITIONS GENERALES

ARTICLE 1. IDENTIFICATION DU POUVOIR ADJUDICATEUR

GROUPEMENT D'INTERET PUBLIC FORMATION CONTINUE ET INSERTION PROFESSIONNELLE DE LILLE, opérant sous le nom commercial GIP ViaPro	
Adresse : 111 avenue de Dunkerque CS 10023	Code postal : 59009 Lille Cedex
Ville : LILLE	Pays : France
Adresse internet : http://monavenirpro-hdf.fr/	

ARTICLE 2. OBJET ET DECOMPOSITION DE L'ACCORD-CADRE

Objet des services : Fourniture et acheminement d'électricité et de gaz naturel

La présente consultation porte sur la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel nécessaire à l'alimentation en continu et sans aucune altération des besoins pour les sites du GIP ViaPro de Lille recensés dans le dossier de consultation.

L'objet de la consultation comprend les prestations ci-dessous :

- La fourniture complète en énergie électrique active des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- L'accès au réseau public de distribution d'électricité et de gaz, son acheminement et son utilisation pour les points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- La gestion des contrats d'accès au réseau de distribution et l'acheminement, pour l'ensemble des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dans le cadre d'un contrat unique,
- La mission de responsable d'équilibre conformément à l'article L. 321-15 du Code de l'Énergie,
- La fourniture et l'acheminement en gaz naturel pour l'ensemble des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Celui-ci est subdivisé en 2 lots comme suit :

N° du lot	Intitulé du lot
1	Fourniture d'électricité (72 kWA)
2	Fourniture de gaz naturel

ARTICLE 3. DUREE DE L'ACCORD CADRE

Le présent accord-cadre est conclu pour une durée d'un (1) an à compter de la notification.

L'accord cadre est reconductible tacitement trois (3) fois pour une durée d'une année, soit une durée totale de quatre (4) années.

En cas de non-reconduction, l'acheteur en informe les titulaires au plus tard 2 mois avant l'échéance annuelle, par tout moyen conférant une date certaine de réception.

La non-reconduction n'ouvre droit à aucune indemnisation du titulaire. Le titulaire reste cependant engagé jusqu'à la fin de la période en cours.

Le/les bons de commande peuvent être notifié(s) dès la notification de l'accord-cadre et jusqu'à l'expiration de celui-ci. Leur durée d'exécution, fixée conformément aux conditions habituelles d'exécution des prestations faisant l'objet du présent accord-cadre, pourra perdurer au-delà de la validité de l'accord-cadre.

Aucun bon de commande ne pourra être notifié postérieurement à la date de fin de validité de l'accord-cadre.

ARTICLE 4. TYPE D'ACCORD-CADRE

4.1. Forme de l'accord-cadre

Le présent accord-cadre est un accord-cadre à bons de commande mono-attributaire tel que défini aux articles R.2162-2 à R.2162-6 et R.2162-13 à R.2162-14 du Code de la commande publique.

Cet accord-cadre fixe toutes les conditions d'exécution des prestations, il est exécuté au fur et à mesure de l'émission de bons de commande émis par le pouvoir adjudicateur.

Au sens des articles R.2162-13 et R.2162-14, le présent accord-cadre s'exécutera par l'émission de bons de commande, sans montant annuel minimum et avec un montant maximum sur la durée totale de l'accord-cadre, défini comme suit :

Montant minimum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre	Montant maximum en € HT annuel	Montant maximum en € HT sur la durée totale de l'accord- cadre
Sans minimum	65 600	262 400

4.2 Prestations similaires

Conformément aux dispositions de l'article R.2122-7 du Code de la commande publique, l'Acheteur se réserve la possibilité de recourir à une procédure négociée sans publicité ni mise en concurrence préalables pour la passation de marchés ayant pour objet la réalisation de prestations similaires à celles du présent accord-cadre, à condition que ces prestations soient confiées au titulaire initial et dans un délai de trois ans à compter de la notification du marché initial.

ARTICLE 5. DOCUMENTS CONTRACTUELS

5.1. Pièces contractuelles

Pièces contractuelles de l'accord-cadre	
1	L'acte d'engagement (ATTRI1)
2	BPU
3	Le cahier des clauses administratives particulières (CCAP) et son annexe
4	Le mémoire technique
5	Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs éventuels actes modificatifs, postérieurs à la notification de l'accord-cadre.

5.2. Pièces générales

Pièces générales de l'accord-cadre	
1	Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés publics de fournitures et de services (CCAG-FCS) approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021,
2	Les normes et règlements approuvés par arrêtés ministériels applicables aux prestations faisant l'objet de l'accord-cadre.
3	Le code de la commande publique
4	Le code de l'énergie
5	Le code du travail

ARTICLE 6. ASSURANCES

Le Titulaire (ou chaque membre du Groupement) est tenu de contracter et de maintenir pendant toute la durée des obligations contractuelles et/ou légales à ses frais les assurances de Responsabilité Civile et de Responsabilité Civile Professionnelle garantissant les conséquences pécuniaires des responsabilités pouvant lui incombent (et/ou du fait d'éventuels sous-traitants) du fait ou à l'occasion de l'exécution de l'accord-cadre.

Par ailleurs, le Titulaire est tenu :

- De remettre une attestation d'assurance à l'Acheteur en cours de validité au plus tard à la date de notification du présent accord-cadre,
- De transmettre par la suite, sur demande de l'Acheteur, dans un délai maximum de quinze (15) jours calendaires à compter de l'envoi de la demande par l'Acheteur, et ce pendant toute la durée de l'accord-cadre, une attestation d'assurance actualisée,
- Fournir une attestation d'assurance actualisée au début de chaque année et ce, pendant toute la durée du présent accord-cadre.

En application du CCAG FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021, l'absence de fourniture d'une telle attestation pourra constituer un motif de résiliation du présent accord-cadre.

Sur simple demande de l'Acheteur, le Titulaire devra justifier à tout moment du paiement de ses primes d'assurances. Il est expressément entendu par le Titulaire que :

- Aucune limitation de garanties d'assurance en nature ou en montant ne sera opposable à l'Acheteur,
- L'existence d'assurances ne peut être considérée comme une quelconque limitation des responsabilités encourues et garanties dues par le Titulaire,
- La fourniture des justificatifs et l'engagement formel et écrit de se soumettre aux obligations imposées au présent article constituent un préalable à la conclusion de l'accord-cadre,
- Le Titulaire ne pourra répercuter à l'Acheteur aucun surcoût demandé par son assureur afin de délivrer des garanties conformes aux clauses du présent CCAP,
- Le Titulaire s'engage à répercuter des obligations identiques sur ses sous-traitants et à justifier à toute demande de l'Acheteur que lesdits sous-traitants se conforment aux obligations ci-dessus.

En cas de couverture insuffisante ou d'absence de couverture, l'Acheteur se réserve le droit d'exiger de la part du Titulaire la souscription d'une assurance complémentaire à la charge exclusive du Titulaire et, en cas de non-respect, de résilier l'accord-cadre aux torts de ce dernier.

ARTICLE 7. INTERVENANTS

7.1. Sous-traitance

Le soumissionnaire indique dans son offre la part du marché qu'il a l'intention de sous-traiter ainsi que les sous-traitants proposés, si connus.

Pour chaque sous-traitant présenté dans l'offre, le soumissionnaire joindra :

- Les pièces permettant de justifier des capacités techniques, professionnelles et financières du sous-traitant lorsque le candidat ou l'un des membres du groupement candidat s'appuie sur la ou les capacités du sous-traitant proposé. Le candidat joindra à cet égard la preuve qu'il disposera des capacités de l'opérateur économique pour l'exécution du marché ;
- Une déclaration indiquant que le sous-traitant ne tombe pas sous le coup d'une interdiction de soumissionner aux marchés publics ;
- Le formulaire DC4 (déclaration de sous-traitance) dans sa dernière mise à jour dûment complété et signé.

7.2. Groupement d'opérateurs économiques

Conformément à l'article R. 2142-19 du code de la commande publique, les groupements d'opérateurs économiques peuvent participer à la présente consultation.

Lors de la remise de la candidature et de l'offre, la forme juridique du groupement est laissée à la libre appréciation des candidats.

Le groupement pourra prendre la forme soit d'un groupement conjoint, soit d'un groupement solidaire.

Quelle que soit la forme juridique du groupement retenue par les candidats, la composition du groupement devra être détaillée et l'un des opérateurs économiques membre du groupement sera désigné comme mandataire. Ce mandataire représentera l'ensemble des membres du groupement vis-à-vis de l'acheteur et coordonnera les prestations des membres du groupement.

Un même opérateur économique ne peut pas être mandataire de plus d'un groupement pour un même marché public.

Conformément aux dispositions de l'article R. 2142-26 du code de la commande publique, la composition du groupement ne pourra pas être modifiée entre la date de remise des candidatures et la date de signature du marché.

Il pourra cependant être dérogé à ce principe en cas d'opération de restructuration de société, notamment de rachat, de fusion ou d'acquisition touchant l'un des membres du groupement ou, si le groupement apporte la preuve qu'un de ses membres se trouve dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait. Le groupement pourra alors demander à l'acheteur l'autorisation de continuer à participer à la procédure de passation en proposant, le cas échéant, à l'acceptation de l'acheteur, un ou plusieurs nouveaux membres du groupement, sous-traitants ou entreprises liées.

L'acheteur se prononcera sur la recevabilité de cette demande après examen de la capacité de l'ensemble des membres du groupement ainsi transformé et, le cas échéant, des sous-traitants et entreprises liées présentées à son acceptation, au regard des conditions de participation qu'il a définies.

Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en agissant à la fois en qualité de candidat individuel et de membre d'un groupement. Les opérateurs économiques ne sont pas autorisés à candidater en qualité de membres de plusieurs groupements.

PARTIE 2. CLAUSES TECHNIQUES

ARTICLE 8. CONTEXTE

La présente consultation porte sur la fourniture et l'acheminement d'électricité et de gaz naturel nécessaire à l'alimentation en continu et sans aucune altération des besoins pour les sites recensés dans le dossier de consultation.

L'objet de la consultation comprend les prestations ci-dessous :

- La fourniture complète en énergie électrique active des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- L'accès au réseau public de distribution d'électricité et de gaz, son acheminement et son utilisation pour les points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières,
- La gestion des contrats d'accès au réseau de distribution et l'acheminement, pour l'ensemble des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières, dans le cadre d'un contrat unique,
- La mission de responsable d'équilibre conformément à l'article L. 321-15 du Code de l'Energie,
- La fourniture et l'acheminement en gaz naturel pour l'ensemble des points de livraison listés dans le Cahier des Clauses Techniques Particulières.

ARTICLE 9. DESCRIPTION TECHNIQUE DES PRESTATIONS ATTENDUES

9.1 La Localisation

L'ensemble des sites est réparti sur le territoire du Nord-Pas-de-Calais.

Site	Adresse	PDL
Lille	111 Avenue de Dunkerque, 59 000 Lille	3000011083508
Valenciennes	Recherche de locaux en tant que locataire	point de livraison communiqué lors de l'émission du bon de commande.
Arras	11 ter avenue Robert Schumann - Arras	50037559768080
Saint-Omer	Recherche de locaux en tant que locataire	point de livraison communiqué lors de l'émission du bon de commande.

Les candidats sont expressément autorisés à recueillir, auprès du gestionnaire de réseau d'électricité et de gaz, les données de consommations historiques associées aux points de livraison.

9.2 Type d'énergie

Le titulaire s'engage à fournir, au titre de l'exécution de l'accord-cadre, une part minimale de 20 % d'électricité d'origine renouvelable, attestée par des garanties d'origine conformément à la réglementation en vigueur.

9.3 Modalités de rattachement et détachement d'un point de livraison

Lorsqu'il s'agit de points de livraison existants, le Titulaire sera informé par l'acheteur des éléments nécessaires à l'exécution du marché dans un délai minimum de 10 jours ouvrés avant la date de prise d'effet souhaitée.

L'Acheteur peut, en cours d'exécution de l'accord-cadre, rattacher de nouveaux points de livraison correspondant à des sites entrant dans le périmètre du marché.

Ce rattachement constitue une modalité normale d'exécution de l'accord-cadre et s'effectue dans le respect de ses stipulations, notamment financières.

Lorsqu'il s'agit d'un nouveau point de livraison, l'Acheteur informe le Titulaire dans un délai minimum de 30 jours ouvrés avant la date de mise en service souhaitée.

Le Titulaire effectue toutes les démarches nécessaires à la mise en service du ou des contrats à la date souhaitée, notamment dans le cas d'un point de livraison existant dont le fournisseur précédent n'est pas le Titulaire.

L'offre de prix de la présente consultation intègre ces prestations.

La suppression d'un point de livraison en cours d'exécution du marché entraîne une modification du périmètre du contrat.

Cette modification est formalisée par un avenant, sans remise en cause des conditions financières unitaires du marché, et s'effectue dans le respect des dispositions des articles L.2194-1 et R.2194-1 et suivants du Code de la commande publique.

Le Titulaire sera informé par avenant établi par le pouvoir adjudicateur :

- De l'objet et du motif de la demande ;
- Du nom, de l'adresse et de la référence du point de livraison concerné ;
- De la date de fin d'exécution des prestations relatives au point de livraison concerné.

Le Titulaire effectue toutes les démarches nécessaires à la résiliation du ou des contrats à la date souhaitée auprès de tous les acteurs concernés.

Le Tarif d'Utilisation des Réseaux Publics d'Électricité n'est plus dû en cas de détachement d'un point de livraison pour motif légitime au sens du Contrat d'Acheminement sur le Réseau de Distribution (CARD). En cas de détachement intervenant pour un autre motif, le Titulaire peut proposer au Pouvoir adjudicateur de nouvelles modalités de paiement du terme du TURPE.

Dans le cadre du mémoire technique, le Titulaire présente les modalités de prise en compte d'un ordre de service portant une demande d'évolution de la puissance d'un point de livraison ainsi que les délais de traitements afférents sur lequel il s'engage.

9.4 Capacité technique

Le Titulaire sera en capacité d'assurer les modalités d'accompagnement nécessaire à la gestion de nouveaux branchements ou de branchements provisoires.

En matière de relation client, le Titulaire désigne un interlocuteur unique, identifié par sa fonction, disposant des compétences techniques et financières nécessaires. En cas de changement, un interlocuteur de niveau équivalent est désigné sans délai.

ARTICLE 10. MODALITES DE COMMUNICATION ENTRE LES PARTIES

10.1 Représentation du titulaire

L'acheteur s'engage à fournir au titulaire, pour la réalisation des prestations qui lui sont confiées, toutes les informations nécessaires à la bonne exécution du marché.

Le titulaire s'engage à désigner dès la notification du marché, le nom, les coordonnées professionnelles et les références de la personne chargée de conduire et de diriger l'exécution de l'ensemble des prestations en son nom.

La bonne exécution du marché suppose que le titulaire affecte à l'ensemble du projet un seul responsable chargé de le représenter auprès de l'acheteur quelle que soit la nature des problèmes évoqués.

Ce responsable désigné par le titulaire est l'unique interlocuteur pendant toute la durée du marché : en cas d'empêchement ou de remplacement de ce responsable en cours de marché, le titulaire en avise sans délai l'acheteur et lui indique les noms, coordonnées et références professionnelles du nouveau responsable.

10.2 Représentation du pouvoir adjudicateur

Le pouvoir adjudicateur est le GIP FCIP de Lille, **opérant sous le nom commercial GIP ViaPro.**

Le représentant du pouvoir adjudicateur est le directeur du GIP FCIP de Lille ou toute personne habilitée par délégation pour l'exécution de l'accord-cadre.

Il reçoit du titulaire les pièces concrétisant la réalisation des prestations ainsi que tous les documents permettant le règlement des prestations. Il procède ainsi aux opérations de vérification et d'admission des prestations réalisées et aux validations des factures.

ARTICLE 11. EXECUTION DES PRESTATIONS

11.1 Modalités de commande

Les demandes sont réalisées au fur et à mesure de l'identification du besoin et font l'objet de bons de commande.

Le titulaire de l'accord-cadre désignera un ou plusieurs interlocuteurs dédiés à la gestion des demandes émises par le GIP FCIP de Lille, pouvoir adjudicateur.

11.2 Délais d'exécution des prestations

Le délai maximum attendus de traitement d'une commande est de trois (3) jours ouvrés maximum à compter de l'accusé de réception de la demande de prestation envoyée par le GIP FCIP au titulaire. Si l'accusé de réception de la demande intervient le jour J après 18h00, le délai de réponse court à compter du prochain jour ouvré à 9h.

Un bon de commande émis peut être annulé par la notification d'une annulation. Le titulaire sera uniquement rémunéré pour la part des prestations effectivement réalisées, sous réserve de produire les justificatifs correspondants, et ne pourra prétendre à aucune indemnité.

Un bon de commande émis peut être modifié par notification d'une modification au titulaire, si celle-ci concerne l'exécution des prestations (notamment le report par le pouvoir adjudicateur d'une date d'exécution ou de rendu des livrables). Si la modification concerne l'objet même des prestations ou leur quantité, le bon de commande fera l'objet d'une annulation notifiée au titulaire par le pouvoir adjudicateur qui émettra un nouveau bon de commande prenant en compte ces modifications.

Dans le cadre de son offre technique, le soumissionnaire présentera sa méthodologie d'optimisation des délais ci-dessus, en proposant ses propres délais maximum dans le respect de ceux ci-dessus, et sera évalué en conséquence. Les délais proposés par le titulaire du marché dans le cadre de son offre remplaceront les délais ci-dessus.

ARTICLE 12. OPERATIONS DE VERIFICATIONS

12.1 Généralités

Le titulaire exécute les prestations concernées dans les délais fixés par les documents contractuels.

La vérification des prestations a pour objet de valider la quantité et la qualité des prestations exécutées et/ou des livrables fournis. Ces opérations de vérification (dont la réception) seront effectuées par l'émetteur du bon de commande (ou son représentant), habilité en lieu et place du Représentant du Pouvoir Adjudicateur par dérogation à l'article 28 du CCAG.

L'acheteur dispose d'un délai de deux mois pour procéder aux vérifications et notifier sa décision d'admission, d'ajournement, d'admission avec réfaction ou de rejet.

A l'issue de ces délais, l'acheteur ou son représentant prend l'une des mesures prévues à l'article 28 du CCAG (réception/admission, ajournement, réfaction, rejet).

La réception/admission est constatée de manière expresse par l'administration dans les conditions indiquées ci-dessous.

En cas de non-validation des prestations, l'acheteur transmet au titulaire les raisons qui ne lui permettent pas de les valider. Le titulaire prépare, dans un délai fixé par le pouvoir adjudicateur, les solutions susceptibles de mener à la bonne réalisation des prestations demandées.

En cas de validation des prestations, celle-ci peut prendre diverses formes selon la nature de la prestation ou du livrable concernés (PV d'admission, attestation de service fait, etc.).

L'admission des prestations peut également se faire avec réfaction.

12.2 Modalités de vérification

Les opérations de vérification et d'admission s'effectuent en application de l'article 29 du CCAG.

Le délai de vérification court à compter de la date de livraison des prestations concernées au pouvoir adjudicateur.

L'administration dispose à compter de la livraison du délai indiqué dans le CCAG pour vérifier celles-ci (vérification quantitative et qualitative).

ARTICLE 13. OBLIGATIONS ET ENGAGEMENTS EN MATIERE DE RESPONSABILITE SOCIETALE DES ENTREPRISES

13.1 Détachement de salariés

Conformément à la loi n°2014-790 du 10 juillet 2014, avant le détachement d'un salarié dans les conditions mentionnées aux articles L. 1262-1 et L. 1262-2 du code du travail, le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, justifie auprès du maître d'ouvrage, par courrier, qu'il s'est acquitté de ses obligations mentionnées aux I et II de l'article L. 1262-2-1 du code du travail, avant chaque détachement d'un ou plusieurs salariés, en fournissant une copie :

- De la déclaration de détachement transmise à l'unité territoriale de la direction régionale des entreprises, de la concurrence, de la consommation, du travail et de l'emploi du lieu où débute la prestation ;
- Du document désignant un représentant de l'entreprise sur le territoire national, chargé d'assurer la liaison avec les agents de contrôle compétents mentionnés à l'article L. 8271-1-2 pendant la durée de la prestation.

En outre, cette déclaration doit être annexée au registre unique du personnel de l'entreprise qui accueille les salariés détachés.

Conformément à la loi n°2014-790 du 10 juillet 2014, le titulaire, s'il réalise un bilan social, doit y faire figurer le nombre de salariés détachés et le nombre de travailleurs détachés accueillis ainsi que les conditions de vie des salariés et de leurs familles dans la mesure où ces conditions dépendent de l'entreprise.

13.2 Conditions de travail

a) Lutte pour l'égalité professionnelle entre les femmes et les hommes

Le titulaire et ses cotraitants veillent à l'égalité de traitement entre les hommes et les femmes dans le travail, ce qui implique le respect par lui de plusieurs principes :

- Interdiction des discriminations en matière d'embauche (Article L1132-1 du code du travail) ;
- Absence de différenciation en matière de rémunération et de déroulement de carrière (Article L1132-1 du code du travail) ;
- Obligations vis-vis des représentants du personnel (élaboration d'un rapport écrit et négociation) (Articles L2323-57 et L. 2323-47 du code du travail) ;
- Information des salariés et des candidats à l'embauche et mise en place de mesures de prévention du harcèlement sexuel dans l'entreprise (Articles L1153-1 à L. 1153-6 du code du travail).

b) Lutte contre les discriminations envers les travailleurs handicapés

Le titulaire et ses co-traitants, s'ils sont concernés, se conforment à l'obligation d'emploi des travailleurs handicapés et aux obligations administratives qui s'y rattachent (Articles L5212-1 à L. 5212-4 du code du travail).

c) Lutte contre le travail illégal

Le titulaire, ou chacun des membres du groupement le cas échéant, est tenu de tout mettre en œuvre pour lutter contre le travail dissimulé, notamment en faisant application des formalités mentionnées aux articles L. 8221-3 à L. 8221-5. du code du travail.

d) Lutte pour la santé et la sécurité des salariés

Le titulaire et ses co-traitants sont tenus d'offrir des conditions d'hébergement collectif compatibles avec la dignité humaine, et de respecter les normes prises en application de l'article L. 4111-6 du code du travail.

Ils sont tenus de payer en totalité le salaire minimum légal ou conventionnel dû au salarié comme prévu à l'article L3245-2 du code du travail.

Le titulaire et ses co-traitants s'engage à aviser ses sous-traitants directs ou indirects que les mêmes obligations leurs sont applicables. Il reste responsable de leur respect pendant toute la durée du marché.

13.3 Clause environnementale

Le titulaire s'engage à respecter les principes du développement durable dans l'exécution du présent marché, conformément aux dispositions de l'article L.2111-1 du Code de la commande publique. À ce titre, il met en œuvre toutes les mesures nécessaires visant à réduire l'impact environnemental de ses prestations.

ARTICLE 14. PROPRIETE INTELLECTUELLE

Conformément au chapitre VI du CCAG Fournitures courantes et services, le titulaire accorde à l'acheteur les droits nécessaires pour utiliser ou faire utiliser les résultats, en l'état ou modifiés, de façon permanente ou temporaire, en tout ou partie, par tout moyen et sous toutes formes, pour les besoins et finalités d'utilisation exprimés dans les documents et en toute hypothèse pour les besoins d'utilisation découlant de l'objet des prestations commandées dans le cadre du marché.

ARTICLE 15. CLAUSE DE REEXAMEN

Dans un souci d'optimisation et d'adaptation des prestations au regard des besoins de l'acheteur, une clause de réexamen est prévue pour permettre une révision concertée de l'organisation mise en place pour l'exécution du présent marché.

15.2 Objet de la clause de réexamen

Cette clause vise à adapter les modalités organisationnelles des prestations du marché en fonction des retours d'expérience, des évolutions techniques, ou des besoins exprimés par l'acheteur, sans remettre en cause l'objet principal ni les conditions économiques du marché.

15.2 Déclenchement de la révision

La révision de l'organisation des prestations peut être engagée dans les cas suivants :

- Lors de la survenance de difficultés constatées dans l'exécution des prestations, signalées par l'une ou l'autre des parties ;
- À la demande de l'acheteur, en vue de l'amélioration du service rendu aux bénéficiaires ;
- En cas de modification réglementaire ou technique impactant l'organisation prévue dans le marché.
- Pour l'ajout d'un site d'exécution supplémentaire au marché.

15.3 Modalités de mise en œuvre

La révision est engagée à l'initiative de l'une ou l'autre des parties par notification écrite adressée à l'autre partie.

Une réunion de concertation est organisée dans un délai de 15 jours ouvrés suivant la notification, réunissant les représentants de l'acheteur et du titulaire.

Les parties s'efforcent d'aboutir à une solution concertée, formalisée par un avenant au marché.

15.4 Effet des modifications

Toute modification validée dans le cadre de la présente clause s'applique à compter de la notification de l'avenant au titulaire.

15.5 Limite de la clause

La clause de réexamen ne peut être utilisée pour introduire des modifications substantielles au marché, au sens des articles L. 2194-1 et suivants du Code de la Commande publique, sauf si un nouveau marché est conclu conformément à la réglementation applicable.

PARTIE 4. PRIX ET MODALITES DE PAIEMENT

ARTICLE 16. CARACTERISTIQUES DES PRIX DE L'ACCORD-CADRE

Pour l'ensemble des lots, la rémunération du présent accord-cadre se fait sur la base de prix unitaires.

Les prix seront fermes et non actualisables **pendant toute la durée de l'exécution de l'accord-cadre**, au sens des articles R. 2112-9 et R. 2112-10 du Code de la commande publique.

Dans tous les cas, le marché est traité à prix unitaires. Les prix unitaires du bordereau des prix unitaires (BPU) de la fourniture d'énergie électrique sont appliqués aux quantités réellement livrées.

Les prix sont établis hors taxe ou nets de taxe et en euros en tenant compte de l'ensemble des éléments nécessaires à l'achèvement complet des prestations telles qu'elles sont décrites dans le CCP.

Conformément au CCAG-FCS approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 : « Les prix sont réputés comprendre toutes les charges fiscales ou autres frappant obligatoirement les prestations, (...), à l'assurance et au transport jusqu'au lieu de livraison, les frais afférents à l'application de l'article 17.4, ainsi que toutes les autres dépenses nécessaires à l'exécution des prestations, les marges pour risque et les marges bénéficiaires.»

ARTICLE 17. AVANCE

L'option retenue pour le calcul de l'avance est l'option A du CCAG-FCS.

Conformément aux dispositions des articles R2191-3, R2191-5 et R2191-6 à R2191-10 du Code de la Commande Publique, et sauf refus du titulaire dans l'acte d'engagement et en l'absence de mesures conjoncturelles contraires, une avance est accordée pour chaque bon de commande d'un montant supérieur à 50 000 euros HT et d'une durée d'exécution supérieure à 2 mois.

Pourcentage de l'avance versé au titulaire du présent marché/lot (article 11.1 du CCAG option A) :

- 10 % pour les titulaires autres que les PME.
- 20% si le titulaire est une PME.

Conditions de versement et de remboursement :

Le remboursement de l'avance commence lorsque le montant des prestations exécutées par le titulaire atteint ou dépasse 65 % du montant du bon de commande. Il doit être terminé lorsque ledit montant atteint 80 %.

Ce remboursement s'effectue par précompte sur les sommes dues ultérieurement au titulaire à titre d'acompte ou de solde.

En cas de groupement d'opérateurs économiques, la part de l'avance est rapportée au montant des prestations individualisées par membre, et le taux de l'avance est déterminé au regard de la taille d'entreprise de chacun des membres. A défaut, l'avance est versée sur le compte du groupement ou du mandataire qui aura la charge de la répartir entre les membres du groupement.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire de l'accord-cadre, avec les

particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la Commande publique.

ARTICLE 18. MODALITES DE PAIEMENT

18.1 Présentation des demandes de paiement

La transmission des factures sera effectuée sous un format électronique, conformément aux articles L.2192-1 à L.2192-7 du Code de la commande publique.

Le dépôt, la transmission et la réception des factures électroniques sont effectués sur le portail de facturation Chorus Pro (<https://chorus-pro.gouv.fr/>).

La date de réception d'une demande de paiement transmise par voie électronique correspond à la date de notification du message électronique informant l'acheteur de la mise à disposition de la facture sur le portail de facturation (ou, le cas échéant, à la date d'horodatage de la facture par le système d'information budgétaire et comptable de l'État pour une facture transmise par échange de données informatisé).

Sans préjudice des mentions obligatoires fixées par les dispositions législatives ou réglementaires, les factures électroniques transmises par le titulaire et le(s) sous-traitant(s) admis au paiement direct comportent les mentions suivantes :

- La date d'émission de la facture
- La mention « GIP FCIP de Lille »
- L'Adresse « 111 avenue de Dunkerque 59009 Lille cedex »
- La mention « Marché 2025-16 »
- Le numéro de compte bancaire ou postal du titulaire tel qu'il est précisé à l'acte d'engagement
- Le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture
- Le numéro du bon de commande correspondant au numéro de l'engagement juridique attribué par le système informatique
- La date d'exécution des prestations
- Le prix unitaire hors taxes des prestations réalisées ou, lorsqu'il y a lieu, leur prix forfaitaire
- Le montant total de la facture, le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée ;
- Le cas échéant, les renseignements relatifs aux déductions ou versements complémentaires.

Ainsi, lorsqu'une facture lui est transmise en dehors du portail de facturation, l'acheteur pourra la rejeter après avoir informé le titulaire par tout moyen de son obligation de transmettre ses factures par l'intermédiaire de ce portail et l'avoir invité à utiliser le portail de facturation.

Le titulaire sera averti par tout moyen donnant date certaine de l'envoi des raisons qui s'opposent au paiement. La répétition d'erreurs sur les factures entraînera

leur rejet systématique sans que l'acheteur soit tenu de procéder à la rectification de chaque prix. Les conséquences de ces négligences seront supportées par le titulaire sans qu'il puisse prétendre de ce fait aux intérêts moratoires.

18.2 Délai global de paiement

Les sommes dues au(x) titulaire(s) seront payées dans un délai global de 30 jours à compter de la date de réception des demandes de paiement.

En cas de retard de paiement, le titulaire a droit au versement d'intérêts moratoires, ainsi qu'à une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement d'un montant de 40 €. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage.

PARTIE 5. DEFAILLANCE DANS L'EXECUTION

ARTICLE 19. PENALITES

Cet article déroge à l'article 14 du CCAG-FCS.

Les pénalités, et les réfections le cas échéant, prévus au présent article sont cumulables.

Le titulaire a connaissance du montant des pénalités à verser par voie de lettre recommandée avec accusé de réception ou par messagerie sécurisée via la plate-forme des achats de l'État.

Les pénalités sont directement imputées sur les sommes dues au titre des prestations déjà effectuées, si elles n'ont pas été payées, ou sur les sommes dues au titre des prestations à venir jusqu'à apurement du solde.

En cas de difficultés prévisibles dans l'exécution d'une prestation, le titulaire en avertit le pouvoir adjudicateur dans les plus brefs délais par un courrier électronique motivé explicitant de manière détaillée la nature de ces difficultés.

Le montant total des pénalités appliquées au titre d'un même bon de commande ne pourra excéder 10 % du montant HT dudit bon de commande.

Aucune pénalité ne peut être appliquée lorsque le retard ou le manquement résulte d'un cas de force majeure ou d'un fait imputable à un tiers, notamment aux gestionnaires de réseaux de distribution.

Les pénalités sont notifiées au Titulaire par tout moyen conférant date certaine. Elles sont imputées sur les sommes dues ou, à défaut, sur les sommes à venir.

Par dérogation à l'article 14.1.1 du CCAG FCS, les pénalités sont calculées selon les modalités suivantes :

Pénalité	Montant
Pénalité pour retard dans l'exécution des prestations par le titulaire	100 € par jour calendaire et par PDL , à compter du 2 ^e jour de retard
Interruption de fourniture imputable au titulaire	150 € par tranche de 24 h et par PDL
Pénalité pour violation des obligations de sécurité	500 € par jour de retard
Non-respect du délai de réponse aux réclamations écrites/ Absence d'interlocuteur dédié ou délai de réponse excessif	50€ par jour de retard
Pénalités pour non-respect de la législation du travail	En cas de non-respect des formalités mentionnées aux articles L.8221-1, L. 8221-3 à L. 8221-5 du code du travail, le Titulaire encourt une pénalité dont le montant est égal à 10 % du montant TTC des bons de commande émis par l'Acheteur et à la date à

	laquelle l'Acheteur a eu connaissance de l'infraction commise et ne peut excéder celui des amendes encourues en application des articles L. 8224-1, L.8224-2 et L. 8224-5 du code du travail.
Absence de prise en compte d'un bon de commande (refus injustifié ou silence)	300€ par bon de commande
Pénalité en cas de non-conformité aux dispositions du RGPD : En cas de manquement contractuel caractérisé aux obligations prévues par l'annexe « Protection des données », une pénalité forfaitaire de 500 € par manquement pourra être appliquée, après mise en demeure restée sans effet, sans préjudice des sanctions administratives prévues par le règlement (UE) 2016/679.	300€ par manquement

ARTICLE 20. MESURES COERCITIVES

Conformément à l'article 45 du CCAG FCS, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution de tout ou partie des prestations prévues par le marché, aux frais et risques du titulaire, soit lorsque le titulaire n'a pas déféré à une mise en demeure de se conformer aux stipulations du marché ou aux ordres de service, ou en cas d'inexécution par ce dernier d'une prestation qui, par sa nature, ne peut souffrir aucun retard, soit en cas de résiliation du marché pour faute du titulaire, à la condition que la décision de résiliation le mentionne expressément.

L'augmentation des dépenses, par rapport aux prix du marché, résultant de l'exécution des prestations aux frais et risques du titulaire, est à la charge du titulaire. La diminution des dépenses ne lui profite pas.

ARTICLE 21. CAS DE RESILIATION

Les dispositions du chapitre V du titre IX du livre 1er de la 2ème partie du code de la commande publique s'appliquent.

Principes généraux :

Conformément à l'article 38 du CCAG fournitures courantes et services, l'acheteur peut mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet du marché avant l'achèvement de celles-ci, soit à la demande du titulaire dans les conditions prévues à l'article 40, soit pour faute du titulaire dans les conditions prévues à l'article 41 du CCAG fournitures courantes et services, soit dans le cas des circonstances particulières mentionnées à l'article 39 du CCAG fournitures courantes et services. L'acheteur peut également mettre fin, à tout moment, à l'exécution des prestations pour un motif d'intérêt général. Dans ce cas, le titulaire a droit à être indemnisé du préjudice qu'il subit du fait de cette décision, selon les modalités prévues à l'article 42 du CCAG fournitures courantes et services.

Résiliation pour évènements extérieurs au marché :

Les dispositions de l'article 39 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour évènements liés au marché :

Les dispositions de l'article 40 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour faute du titulaire :

Les dispositions de l'article 41 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Résiliation pour motif d'intérêt général :

Les dispositions de l'article 42 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 22. LIQUIDATION

Décompte de résiliation :

Les dispositions de l'article 43 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

Remise des prestations et des moyens matériels permettant l'exécution des marchés :

Les dispositions de l'article 44 du CCAG Fournitures Courantes et Services s'appliquent.

ARTICLE 23. LITIGES ET DIFFERENDS

Les différends et litiges se règlent selon les dispositions de l'article 46 du CCAG des marchés publics de Fournitures Courantes et de Services.

23.1 Règlement amiable des litiges

En application des dispositions de l'article 46 du CCAG FCS, en cas de litige ou de désaccord qui pourrait survenir, notamment quant à l'interprétation ou l'exécution du présent marché, et avant toute saisine des juridictions compétentes, les parties feront leurs meilleurs efforts pour trouver une solution amiable.

S'agissant de la formalisation de la réclamation et des modalités de règlement, les dispositions de l'article 46 du CCAG FCS relatif aux différends entre les parties s'appliquent.

23.2 Juridiction compétente

Le Tribunal Administratif de Lille est seul compétent pour régler tout litige lié à l'exécution du présent marché :

Tribunal Administratif de Lille
5 rue Geoffroy Saint-Hilaire CS 62039
59014, Lille Cedex
Téléphone : (+33) 3 59 54 23 42
Courriel : greffe.ta-lille@juradm.fr
Fax : (+33) 3 59 54 24 45
Adresse internet : <http://lille.tribunal-administratif.fr>

Le droit français est seul applicable.

PARTIE 6. DEROGATIONS AU CCAG

Articles du CCAP par lesquels sont introduites les dérogations		Articles du CCAG-FCS auxquels il est dérogé
Article 19	Pénalités	Article 14
Article 12.1	Admissions	Article 28

PARTIE 7. PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

ARTICLE 24 – PROTECTION DES DONNEES A CARACTERE PERSONNEL

24.1. Qualification et champ d'application

Dans le cadre de l'exécution du présent marché, l'acheteur et le titulaire (ci-après la « Partie » ou les « Parties ») déclarent et garantissent se conformer au Règlement (UE) 2016/679 du 27 avril 2016 relatif à la protection des données à caractère personnel (ci-après le « RGPD »).

L'acheteur et le titulaire agissent chacun en qualité de responsable de traitement, au sens de l'article 4.7 du RGPD, pour les seuls traitements de données à caractère personnel qu'ils mettent en œuvre pour leurs propres finalités.

Il est expressément convenu entre les parties que le présent marché n'emporte pas qualification de sous-traitance au sens de l'article 28 du RGPD entre l'acheteur et le titulaire.

Responsable du traitement – Acheteur : [Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]	RGPD : daj.gip@ac-lille.fr SSI : si.gip@ac-lille.fr DPO : dpo@ac-lille.fr
Responsable du traitement – Titulaire : [Identité et coordonnées du ou des responsables du traitement et, le cas échéant, du délégué à la protection des données du responsable du traitement]	DPO :

24.2. Traitements mis en œuvre par l'acheteur

L'acheteur agit en tant que responsable de traitement pour les traitements relatifs à l'exécution du marché, et notamment :

- la passation, la gestion et le suivi de l'exécution du marché,
- la gestion administrative, financière et budgétaire du marché,
- la désignation et la gestion de ses interlocuteurs internes,
- la conservation et l'archivage de documents contractuels, comptables et administratifs.

24.3. Traitements mis en œuvre par le titulaire

Le titulaire agit en tant que responsable de traitement et traite les données à caractère personnel nécessaires à l'accomplissement de sa mission, et notamment :

- la fourniture de gaz et d'électricité,
- la gestion des points de livraison,
- le suivi et l'analyse des consommations énergétiques,
- la facturation
- la gestion client,
- le respect de ses obligations légales et réglementaires

24.4. Catégories de données données concernées

Dans le cadre de l'exécution du marché, les catégories de données à caractère personnel susceptibles d'être traitées sont notamment :

- des données d'identification et de contact à caractère professionnel (nom, prénom, fonction, adresse électronique professionnelle, numéro de téléphone professionnel) ;
- des données relatives aux sites et points de livraison ;
- des données de consommation énergétique ;
- des données nécessaires à la facturation.

Si le traitement venait à porter sur des données à caractère personnel révélant l'origine raciale ou ethnique, les opinions politiques, les convictions religieuses ou philosophiques ou l'appartenance syndicale, ainsi que des données génétiques ou des données biométriques aux fins d'identifier une personne physique de manière unique, des données concernant la santé ou des données concernant la vie sexuelle ou l'orientation sexuelle d'une personne physique, ou des données relatives aux condamnations pénales et aux infractions (« données sensibles »), les Parties appliqueront des limitations spécifiques et/ou des garanties supplémentaires.

24.5 – Obligations générales en matière de protection des données

Les Parties s'engagent, pour les traitements dont ils sont responsables, à :

- respecter l'ensemble des dispositions législatives et réglementaires applicables en matière de protection des données à caractère personnel ;
- mettre en œuvre des mesures techniques et organisationnelles appropriées afin de garantir un niveau de sécurité adapté aux risques ;
- assurer la confidentialité des données à caractère personnel ;
- veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données s'engagent à respecter la confidentialité.

24.6 – Recours à des sous-traitants par le titulaire

Pour les traitements de données à caractère personnel dont il est responsable, le titulaire peut recourir à des sous-traitants au sens de l'article 28 du RGPD.

À ce titre, le titulaire s'engage à :

- ne recourir qu'à des sous-traitants présentant des garanties suffisantes en matière de protection des données à caractère personnel ;
- conclure avec chacun de ses sous-traitants un contrat conforme aux exigences de l'article 28 du RGPD ;
- demeurer pleinement responsable, à l'égard de l'acheteur, du respect par ses sous-traitants des obligations qui leur incombent en matière de protection des données à caractère personnel ;
- Informer l'acheteur de tout manquement du sous-traitant à ses obligations contractuelles.

Le titulaire s'engage à informer l'acheteur, à première demande, de l'existence de sous-traitants intervenant dans le cadre de l'exécution du marché.

24.7 – Violations de données à caractère personnel

Chacune des Parties s'engagent à notifier à l'autre Partie, dans les meilleurs délais et au plus tard dans un délai de quarante-huit (48) heures après en avoir pris connaissance, toute violation de données à caractère personnel susceptible d'avoir un impact sur l'exécution du marché ou sur les données transmises par l'autre partie.

Cette notification précise, dans la mesure du possible :

- la nature de la violation ;
- les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées ;
- les conséquences probables de la violation ;
- les mesures prises ou proposées pour remédier à la violation.

24.8 – Coopération et exercice des droits

Les Parties s'engagent à coopérer de bonne foi afin de permettre :

- le traitement des demandes d'exercice des droits des personnes concernées ;
- la gestion des incidents de sécurité ;
- toute communication ou démarche auprès de l'autorité de contrôle compétente, lorsque celle-ci concerne l'exécution du présent marché.

Chaque Partie demeure seule responsable de la gestion des demandes d'exercice des droits des personnes concernées relatives aux traitements dont elle est responsable.

24.9 – Transferts de données hors de l'Union européenne

Chaque Partie s'engage à ne procéder à des transferts de données à caractère personnel hors de l'Union européenne que dans le strict respect des dispositions du RGPD et sous réserve de la mise en place de garanties appropriées.

24.10 – Manquement aux obligations relatives à la protection des données

Tout manquement du titulaire aux obligations prévues au présent article est susceptible de constituer un manquement contractuel.

Sans préjudice des autres droits de l'établissement public, ce dernier se réserve le droit :

- de mettre en demeure le titulaire de se conformer à ses obligations dans un délai déterminé ;
- d'appliquer les pénalités prévues au marché, le cas échéant ;
- de résilier le marché pour faute dans les conditions prévues.

Toute demande ou question afférente à l'application du Règlement Général sur la Protection des Données (RGPD) devra être adressée exclusivement à la Cheffe du Département d'Appui Juridique, à l'adresse suivante : daj.gip@ac-lille.fr